

TRAVAIL
ET EMPLOI

Travail et Emploi

151 | juillet-septembre 2017
Varia

Conditions de travail, emploi et consommation d'alcool : quelles interactions en France ?

Working Conditions, Employment and Alcohol Consumption: Which Interactions in France?

Corinne Mette



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/7749>

DOI : 10.4000/travailemploi.7749

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2017

Pagination : 75-99

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Corinne Mette, « Conditions de travail, emploi et consommation d'alcool : quelles interactions en France ? », *Travail et Emploi* [En ligne], 151 | juillet-septembre 2017, mis en ligne le 11 juillet 2019, consulté le 05 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/7749> ; DOI : 10.4000/travailemploi.7749

Conditions de travail, emploi et consommation d'alcool : quelles interactions en France ?

Corinne Mette*

Le chômage ou des conditions de travail difficiles peuvent-ils être à l'origine de comportements à risque face à la consommation d'alcool ? Inversement, boire trop accroît-il le risque de chômage ? Les relations entre consommation excessive d'alcool et vie professionnelle sont complexes, car les causalités peuvent être multiples et renvoyer à des caractéristiques individuelles non observées. Pour la première fois en France, l'enquête *Santé et itinéraire professionnel* 2006-2010 permet d'éclairer les liens entre situation d'emploi, conditions de travail et consommation d'alcool. Ces interdépendances sont explorées grâce à des modèles à équations simultanées comportant des variables instrumentales. En 2010, toutes choses égales par ailleurs, les travailleurs qui sont exposés ou ont été durablement exposés à des pénibilités physiques au cours de leur carrière sont plus touchés par une consommation d'alcool excessive que les autres travailleurs, tandis qu'une exposition à des risques psychosociaux n'a pas de conséquence similaire. Si les travailleurs exposés à des pénibilités physiques ne sont pas particulièrement menacés par le chômage, ceux ayant une consommation d'alcool à risque le sont davantage (probabilité supérieure de 30 %).

Au début des années 2000, cinq millions de Français connaissent des problèmes médicaux et des difficultés psychologiques ou sociales liés à une consommation d'alcool (INSERM, 2003). L'incidence de ces situations en matière de santé publique est bien connue : cancers, cirrhoses, complications cardiovasculaires, troubles neurologiques, dépendance sont liés à une surconsommation chronique. S'y ajoutent des conséquences économiques et sociales, moins connues, résultant des effets nocifs de l'alcool sur l'entourage et la vie sociale des buveurs (criminalité, accidents, frais de justice, etc.) (ibid.). Dans la sphère professionnelle, l'abus d'alcool accroît les risques d'absentéisme, d'accidents du travail, de perte de revenu ou encore de comportements inadaptés, et ainsi une baisse de productivité (OCDE, 2011).

* Département conditions de travail et santé (CTS), Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), Ministère du Travail ; corinne.mette@travail.gouv.fr.

Le phénomène est ancien, tout comme sa prise en charge par les pouvoirs publics, qui mènent des politiques de lutte contre l'alcoolisme au moins depuis le milieu du XIX^e siècle (DAGERLOS, 2008). Récemment, et symboliquement, la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) a étendu en 1999 son domaine de compétences à l'ensemble des substances psychoactives licites, dont l'alcool. Une lutte efficace nécessite de fait d'appréhender la nature des consommations (vin, bière, alcools forts), le mode d'alcoolisation (quotidien, occasionnel, massif avec recherche d'ivresse), ainsi que leurs déterminants.

La littérature scientifique internationale s'est considérablement développée ces dernières années sur les déterminants et les conséquences de la consommation d'alcool en lien avec l'environnement professionnel. C'est notamment le cas de travaux visant à préciser les deux sens et les différentes médiations qui caractérisent le lien de causalité associant chômage et consommation d'alcool. En effet, une consommation d'alcool importante, en raison des problèmes de santé qu'elle engendre, peut mener à perdre son emploi. Inversement, la perte d'emploi, par l'exclusion sociale qu'elle peut entraîner, peut mener à consommer davantage de boissons alcoolisées. La majorité des études qui traitent de la question concluent à une codétermination des risques de chômage et de consommation d'alcool. La situation en France est en revanche peu documentée, principalement à cause d'un manque de données. Nous le verrons, la plupart des travaux existants décrivent les populations qui consomment de l'alcool, mais ne détaillent pas les liens de causalité avec la situation d'emploi. Un premier intérêt de cet article est de remédier à ce déficit par la mise en œuvre, sur données françaises, d'un modèle qui, tout en envisageant en quoi la consommation d'alcool peut mener au chômage, montre que ce lien peut également s'effectuer en sens inverse.

De plus, les liens entre consommation d'alcool et vie professionnelle ne se limitent pas au fait d'être ou non en emploi. Les conditions de travail des personnes en emploi peuvent aussi influencer la consommation d'alcool, voire par là même le risque de chômage. Afin de ne pas limiter l'origine possible des comportements alcooliques aux seules caractéristiques individuelles, il paraît nécessaire de tenir compte des emplois occupés. Or, jusqu'à présent (voir *infra*), la plupart des études sur l'impact des conditions de travail sur la consommation d'alcool reposaient sur des données ne permettant pas de connaître, pour les individus au chômage, les conditions de travail antérieures à la perte de leur emploi. Ces personnes étaient donc exclues de l'analyse. Le second intérêt de notre article est précisément de proposer une méthode permettant de s'affranchir, autant que faire se peut, de ce biais de sélection.

Pour ce faire, nous avons utilisé l'enquête *Santé et itinéraire professionnel (SIP)* 2006-2010, présentée dans notre deuxième section, qui est novatrice sur le sujet puisqu'elle permet de suivre sur quatre années un panel d'individus au regard de leur emploi et de leur santé. Préalablement, nous aurons exposé les travaux existants sur les liens entre consommation d'alcool, conditions de travail et chômage, en particulier dans la littérature étrangère. Nous décrirons ensuite le modèle dans la troisième section, avant de présenter les résultats qu'ils permettent d'obtenir.

Consommation d'alcool, chômage et conditions de travail : une revue de littérature

Quels liens entre consommation d'alcool et vie professionnelle ?

Les études réalisées à partir de données françaises s'attachent pour la plupart à décrire le profil socioprofessionnel des populations à risque. On apprend que chez les hommes comme chez les femmes, le risque ponctuel¹ de consommer de l'alcool (d'après la classification issue de l'*Alcohol Use Disorders Identification Test* (Audit-C), encadré 1) concerne davantage les cadres, les professions intellectuelles et les professions intermédiaires (COM-RUELLE, CÉLANT, 2013). Le risque chronique², en moyenne plus fréquent chez les hommes, concerne quant à lui plutôt les employés de commerce et les agriculteurs et, parmi les femmes, les artisanes, les commerçantes ou les cadres et les professions intellectuelles. Deux relations à la consommation d'alcool selon la précarité d'emploi ont par ailleurs été établies : « Les personnes ayant connu au cours de leur vie des épisodes de précarité ou en situation précaire sont plus fréquemment non-consommatrices d'alcool. En revanche, celles qui en consomment sont davantage concernées par une consommation à risque et, lorsque celle-ci est avérée, elle est plus souvent de nature chronique que ponctuelle » (COM-RUELLE, 2008). En d'autres termes, les personnes qui connaissent le chômage se concentrent aux deux extrêmes de la distribution de la consommation d'alcool, étant plus souvent soit abstinentes, soit consommatrices à risque chronique (ci-après également désignées comme consommatrices à risque). Cette polarisation des comportements n'est pas aisée à comprendre, dans la mesure où différents mécanismes sont susceptibles d'être à l'œuvre : la perte de revenu peut réduire la capacité à acheter de l'alcool ; inversement, l'exclusion de l'emploi, en augmentant les difficultés d'insertion sociale, peut favoriser le recours à l'alcool.

Par ailleurs, nous l'avons dit, les liens entre la consommation d'alcool et la situation professionnelle ne se limitent pas au risque de chômage. Les conditions de travail des personnes ont aussi leur importance. La plupart des études cherchant à évaluer l'incidence des conditions de travail en la matière soulignent le rôle important des contraintes physiques. Sur données françaises (cohorte Gazel³), la variation de consommation d'alcool sur un an apparaît statistiquement associée à la variation de

1. Le risque dit ponctuel concerne les personnes qui consomment de l'alcool deux fois et plus par semaine, avec une volumétrie hebdomadaire inférieure à 14 verres pour les femmes et à 21 verres pour les hommes, ou qui consomment au maximum une fois par mois 6 verres et plus lors d'une même occasion.

2. Le risque dit chronique concerne les personnes qui consomment de l'alcool deux fois et plus par semaine, avec une volumétrie hebdomadaire supérieure à 14 verres pour les femmes et à 21 verres pour les hommes, ou qui consomment au minimum une fois par semaine 6 verres et plus lors d'une même occasion.

3. En 1989, Électricité de France - Gaz de France (EDF-GDF) et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) se sont associés pour lancer un des plus importants projets français de recherche épidémiologique : la cohorte Gazel. Elle a permis de suivre pendant une très longue durée l'état de santé d'un échantillon de plus de 20 000 agents d'EDF-GDF et les principaux facteurs de risque auxquels ils ont été soumis.

ENCADRÉ 1

Détail sur l'Audit-C

Afin de repérer les profils d'alcoolisation en 2010, on a recours ici aux trois premières questions de l'Audit (*Alcohol Use Disorders Identification Test*). Les deux premières portent sur la consommation habituelle :

Au cours des douze derniers mois, combien de fois vous est-il arrivé de consommer de l'alcool ?

1/ Jamais, 2/ Une fois par mois ou moins, 3/ 2 à 4 fois par mois, 4/ 2 à 3 fois par semaine, 5/ 4 à 6 fois par semaine et 6/ tous les jours.

Au cours des douze derniers mois, les jours où vous buvez de l'alcool, combien de verres consommez-vous ?

1/ Un ou deux verres, 2/ Trois ou quatre verres, 3/ Cinq ou six verres, 4/ Sept à neuf verres et 5/ Dix verres ou plus.

La troisième question porte sur la fréquence des ivresses :

Au cours des douze derniers mois, combien de fois vous est-il arrivé de boire six verres ou davantage au cours d'une même occasion ?

1/ Jamais, 2/ Moins d'une fois par mois, 3/ Une fois par mois, 4/ Une fois par semaine et 5/ Tous les jours ou presque.

L'agrégation des réponses permet d'obtenir une classification en groupes de consommation. Ici, on en retient quatre : non buveurs, consommateurs sans risque, consommateurs à risque ponctuel et consommateurs à risque chronique.

Au cours des douze derniers mois, nombre de fois où l'enquêteur a consommé de l'alcool			
Jamais	Moins de 2 fois par semaine	2 fois et plus par semaine	
	Nombre de verres consommés, les jours où l'enquêteur a bu de l'alcool au cours des 12 derniers mois		
	Calcul de la volumétrie hebdomadaire à partir des questions sur la consommation et la quantité		
	< = 14 verres/semaine pour les femmes < = 21 verres/semaine pour les hommes		> 14 verres/semaine pour les femmes > 21 verres/semaine pour les hommes
	Nombre de fois où l'enquêteur a bu 6 verres d'alcool ou plus à une même occasion au cours des 12 derniers mois		
	Jamais	Une fois par mois ou moins	Une fois par semaine/tous les jours ou presque
Non buveur	Consommateurs sans risque	Risque ponctuel	Risque chronique

Source pour la définition algorithmique des indicateurs : cf. COM-RUELLE *et al.* (2006).

l'exposition à certaines contraintes, comme travailler en plein air, subir des secousses ou des vibrations, ou encore porter des charges lourdes (LECLERC *et al.*, 1994 ; ZINS *et al.*, 1999 ; INSERM, 2003). S'appuyant sur des méthodes plus qualitatives, certains auteurs évoquent les « stratégies défensives de métier », qui consistent à avoir recours

aux psychotropes – dont l'alcool – pour surmonter la peur et la souffrance au travail (DEJOURS, 2012, p. 7). Les études de l'incidence des risques psycho-sociaux sur la consommation d'alcool fournissent quant à elles des résultats plus contrastés. Une forte pression dans le travail (*job-strain*, au sens de KARASEK, 1979) ou un déséquilibre entre « effort » et « récompense » (modèle de SIEGRIST, 1996⁴) ne paraissent pas associés à une consommation d'alcool élevée (MARCHAND *et al.*, 2003 ; KOUVONEN *et al.*, 2005). Il semble même qu'une consommation modérée d'alcool ait un effet positif sur le bien-être psychologique (MARCHAND *et al.*, 2003). En revanche, d'après Martin BOBAK et ses co-auteurs (2005), la survenue d'un déséquilibre « effort-récompense », telle qu'estimée à partir d'une base de données longitudinale, est associée à une augmentation de la consommation.

La plupart de ces études observent des différences selon le sexe. Les associations entre conditions de travail et consommation d'alcool apparaissent pour les hommes, mais pas pour les femmes (INSERM, 2003). Selon Michel GOLLAC et Marceline BODIER (2011, p. 137), il pourrait s'agir, chez les hommes, de stratégies relevant du déni de la vulnérabilité, déni que l'on ne retrouve pas chez les femmes, ou alors sous une forme détournée.

Cependant, toutes les études traitant de cette question comportent un biais de sélection, dans la mesure où elles portent sur les seules personnes en emploi. Or, des conditions de travail peu favorables peuvent être à l'origine du retrait ou de la perte de l'emploi, susceptibles d'entraîner par la suite une consommation excessive d'alcool (METTE *et al.*, 2013). Dans ce cas, les conditions de travail pourraient être considérées comme étant, parfois du moins, à l'origine de la consommation d'alcool des chômeurs. Les relations entre conditions de travail et comportements alcooliques, observées sur les seules personnes en emploi, seraient alors sous-estimées. Afin de mieux évaluer l'incidence des conditions de travail, nous utiliserons donc un échantillon incluant les personnes sorties de l'emploi et en recherchant un.

La double causalité entre consommation d'alcool et situation d'emploi

Les relations entre consommation d'alcool et situation d'emploi sont complexes, nous l'avons dit. Relèvent-elles en premier lieu d'un processus de sélection, dans la mesure où une consommation d'alcool importante (qu'elle renvoie à des causes individuelles ou professionnelles, voir *supra*) limite la capacité de travailler et peut ainsi mener au chômage ? Ou relèvent-elles principalement de la logique selon laquelle le chômage, par les difficultés sociales qu'il induit, est à l'origine du comportement à risque ? Intuitivement, on peut penser que les deux sens de causalité sont plausibles et peuvent coexister, et qu'il existe donc une relation d'endogénéité entre ces deux dimensions.

4. Ce modèle repose sur le constat qu'une situation de travail qui combine un niveau élevé d'efforts et une faible reconnaissance de ces efforts amène une série de réactions pathologiques sur les plans émotionnel et physiologique.

Les travaux qui ont analysé l'incidence de la consommation d'alcool sur la situation d'emploi décrivent une probabilité moins importante d'être en emploi pour les forts consommateurs d'alcool (MULLAHY, SINDELAR, 1996 ; TERZA, 2002 ; MAC DONALD, SHIELDS, 2003 ; JOHANSSON *et al.*, 2007). Les travaux qui, à l'inverse, se sont intéressés à l'effet du chômage sur la consommation d'alcool parviennent à des constats différents selon que le chômage est persistant ou ponctuel. Le fait d'être au chômage depuis peu est associé à une diminution de la consommation, alors que le chômage de long terme est associé au contraire à son augmentation (KHAN *et al.*, 2002 ; MOSSAKOWSKI, 2008).

Ces résultats varient selon le genre (JANLERT, HAMMARSTRÖM, 1992 ; BAKHANS *et al.*, 2012). Par exemple, d'après Urban JANLERT et Anne HAMMARSTRÖM (1992), les deux sens de la causalité étant pris en compte, il existerait bien un lien entre le niveau de consommation d'alcool et le chômage de longue durée pour les deux sexes. Mais l'évolution de la consommation des femmes ne semble pas influencer sur leur situation d'emploi, tandis que c'est le cas pour les hommes, dans le sens où son augmentation est davantage associée au passage par le chômage. Les effets varient aussi selon l'âge ou l'inclinaison initiale à la consommation d'alcool. Par exemple, parmi les travailleurs âgés, la perte d'emploi est associée à une augmentation significative de la consommation d'alcool pour les personnes qui consommaient peu auparavant. En revanche, parmi les personnes buvant déjà excessivement, la perte d'emploi n'est associée à aucune modification notable des comportements vis-à-vis de l'alcool (GALLO *et al.*, 2001).

Les relations entre consommation d'alcool et situation d'emploi dépendent de nombreux facteurs. Elles sont également variables selon que les deux sens possibles de causalité sont pris en compte dans les analyses. Une dernière source de biais réside dans l'omission de facteurs qui peuvent expliquer à la fois la consommation d'alcool et la situation d'emploi. Certains traits de personnalité peuvent par exemple jouer, et ce à plusieurs niveaux : choix d'un emploi plus ou moins exigeant, perception des conditions de travail, inclination aux comportements addictifs, influence du stress sur la santé *via* « les stratégies d'adaptation, de “coping” » (GOLLAC, BODIER, 2011, p. 174).

Les études qui cherchent à contrôler l'endogénéité de la consommation d'alcool dans l'explication du fait d'être en emploi ont recours soit à des méthodes utilisant des variables instrumentales (MULLAHY, SINDELAR, 1996 ; JOHANSSON *et al.*, 2007), soit à des modèles bivariés (FENG *et al.*, 2001 ; MAC DONALD, SHIELDS, 2003, JOHANSSON *et al.*, 2007). Ces travaux concluent en faveur d'une codétermination des risques de chômage et de consommation excessive d'alcool par des caractéristiques inobservées⁵. Mais aucun ne décrit plus précisément ni ne donne d'exemple de ces caractéristiques. Globalement, l'effet de la consommation excessive d'alcool sur la probabilité de chômage paraît plus fort dans les modèles qui contrôlent les biais d'endogénéité que

5. Hormis celui de Weiwei FENG et ses co-auteurs (2001), pour lequel les données utilisées ne permettent pas de distinguer les inactifs des chômeurs.

dans ceux où la consommation d'alcool est considérée comme exogène. Ne pas prendre en compte l'endogénéité sous-estime donc l'effet de la consommation d'alcool sur la probabilité de chômage.

Notre travail apporte donc un éclairage original sur la codétermination des risques de chômage et de consommation excessive d'alcool, en tenant compte des conditions de travail et en s'appuyant sur des données représentatives de la population active française. L'estimation des liens entre consommation d'alcool et situation d'emploi est prise en compte par la mise en œuvre d'un modèle bivarié, qui explique la situation d'emploi en 2010 par la consommation d'alcool, celle-ci étant elle-même par ailleurs estimée à l'aide d'une variable instrumentale. L'incidence des conditions de travail est prise en compte par l'ajout au modèle de variables explicatives ayant trait à l'emploi actuel pour les actifs occupés et au dernier emploi exercé pour les chômeurs, neutralisant ainsi autant que possible les biais de sélection.

Données

L'échantillon sélectionné à partir de l'enquête *Santé et itinéraire professionnel*

L'analyse est réalisée à partir de l'enquête *SIP* 2006-2010, seule enquête en France qui recueille à la fois des informations sur les trajectoires professionnelles, les conditions de travail et les trajectoires de santé. Elle a été conjointement conçue par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) du ministère des Affaires sociales et de la Santé et par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) du ministère du Travail, afin de mieux connaître les déterminants de la santé au regard des situations de travail et des parcours professionnels, ceux-ci étant connus dans la durée ainsi que dans leurs discontinuités. L'enquête permet également d'identifier en retour l'incidence de l'état de santé sur le parcours professionnel des personnes, sur les aléas de carrière ou sur les discriminations qu'elles ont pu rencontrer.

L'enquête a été effectuée auprès d'individus vivant en ménage ordinaire⁶ en France métropolitaine, âgés de 20 à 74 ans en 2006. Les personnes ont été interrogées quelle que soit leur situation vis-à-vis du marché du travail (actifs occupés, chômeurs ou inactifs, dont les retraités). En 2006, près de 14 000 entretiens ont été réalisés. Parmi les personnes interrogées, environ 11 000 ont été retrouvées et ont accepté de répondre à la deuxième vague conduite en 2010. La vague de 2006 comporte un questionnaire rétrospectif sur les itinéraires de vie tant familiaux et professionnels que de santé, ainsi qu'une description fine de ces trois dimensions à la date de l'enquête. Celle de 2010

6. C'est-à-dire ne vivant pas en institution (foyer d'étudiants ou de travailleurs, établissement pénitentiaire, maison de convalescence ou de retraite).

comporte une description analogue, ce qui permet de la comparer avec les informations portant sur 2006.

Pour les besoins de l'étude, nous avons restreint l'analyse aux seuls actifs du secteur privé (avec ou sans emploi, c'est-à-dire au chômage) en 2010 – le risque de chômage étant faible pour les fonctionnaires – ayant travaillé au moins une année durant leur carrière, afin de disposer d'informations sur les conditions de travail du dernier emploi. Pour conserver dans l'analyse les personnes qui se déclareraient inactives par découragement, le terme de chômeur, ou actif sans emploi, a été étendu aux personnes qui se déclarent inactives mais ont exercé un emploi durant les quatre dernières années. Sont par ailleurs exclues de l'analyse les personnes qui n'ont pas renseigné les données de l'auto-questionnaire concernant la consommation d'alcool (233 personnes en 2010, dont les caractéristiques ne sont pas significativement différentes de celles des répondants). L'analyse regroupe les hommes et les femmes en raison d'effectifs trop faibles de consommateurs à risque ventilés par sexe, particulièrement dans le cas des femmes. Les résultats du modèle estimé sur les seuls hommes sont toutefois présentés dans le texte. L'échantillon final ainsi défini se compose de 5 277 personnes.

La consommation d'alcool dans SIP

Dans l'article, nous utilisons deux indicateurs pour identifier la consommation d'alcool. Le premier retient les « consommateurs quasi quotidiens », c'est-à-dire les personnes qui déclarent avoir consommé de l'alcool au minimum quatre jours par semaine au cours des douze derniers mois. Cela concerne 11 % de la population sélectionnée. Le second concerne les « buveurs à risque chronique » et tient compte de la fréquence et des quantités auto-déclarées. Il est construit à partir de l'Audit-C, un score de consommation d'alcool qui, bien que sujet aux limites classiques des enquêtes déclaratives, paraît robuste (COM-RUELLE *et al.*, 2006 ; encadré 1). D'après ce score, les « buveurs à risque chronique » consomment de l'alcool deux fois et plus par semaine, une volumétrie hebdomadaire supérieure à 14 verres pour les femmes et 21 verres pour les hommes ou qui consomment au minimum une fois par semaine 6 verres et plus lors d'une même occasion. Dans l'enquête, 5,2 % des actifs (avec ou sans emploi) du secteur privé de 2010 ayant travaillé au moins une année durant leur carrière peuvent ainsi être identifiés comme « buveurs à risque chronique ». Ces deux mesures sont bien différentes, puisque la première s'apparente à une consommation usuelle synonyme d'intégration sociale, alors que la seconde est davantage « à risque ».

Quelle que soit la définition retenue, la consommation d'alcool concerne en moyenne plus les cadres⁷, les personnes âgées de 35 ans ou plus, et celles sujettes à des épisodes dépressifs majeurs ou à des troubles anxieux généralisés au cours de l'année 2010 (tableau 1). Elle touche davantage les hommes que les femmes, en raison d'interactions avec des facteurs comme la catégorie socioprofessionnelle. Certains

7. Et les agriculteurs.

TABLEAU 1 – Comportements de consommation en 2010 selon les caractéristiques sociodémographiques

En %

		Buveurs à risque chronique	Consommateurs quasi quotidiens
Sexe	Homme	7,6	16,2
	Femme	2,6	5,4
Âge	24 à 34 ans	4,3	6,2
	35 à 50 ans	5,4	11,1
	50 ans et plus	5,8	16,0
Situation de couple en 2010	Pas en couple	7,1	10,5
	En couple	4,4	11,2
Nombre d'enfants	Pas d'enfant	6,6	9,5
	De 1 à 2 enfants	4,7	11,5
	Plus de deux enfants	4,8	11,8
Survenue d'un évènement familial traumatisant ou de violence durant l'enfance	Oui	4,9	10,7
	Non	5,4	11,3
Survenue d'un évènement de santé durant l'enfance	Oui	6,6	8,2
	Non	5,1	11,3
Problèmes psychologiques en 2010 (épisode dépressif majeur ou troubles anxieux généralisés au cours des douze derniers mois)	Oui	8,8	13,6
	Non	4,8	10,7
CS du dernier emploi exercé	Agriculteur-Artisan-Commerçant	7,5	19,4
	Cadre	6,6	15,0
	Profession intermédiaire	4,2	12,0
	Employé	3,3	6,3
	Ouvrier	6,5	9,4
Secteur d'activité du dernier emploi exercé	Secteur non renseigné	3,2*	32,1*
	Agriculture-Élevage-Pêche	7,7*	20,7*
	Industrie	5,1	11,7
	Construction bâtiment TP	8,6	15,4
	Tertiaire	4,7	9,4
Ensemble		5,2	11,0

* Faibles effectifs

Champ : actifs occupés et inoccupés du secteur privé en 2006 ayant travaillé au moins une année durant leur carrière.

Source : enquête Santé et itinéraire professionnel 2006-2010, Dares-Drees.

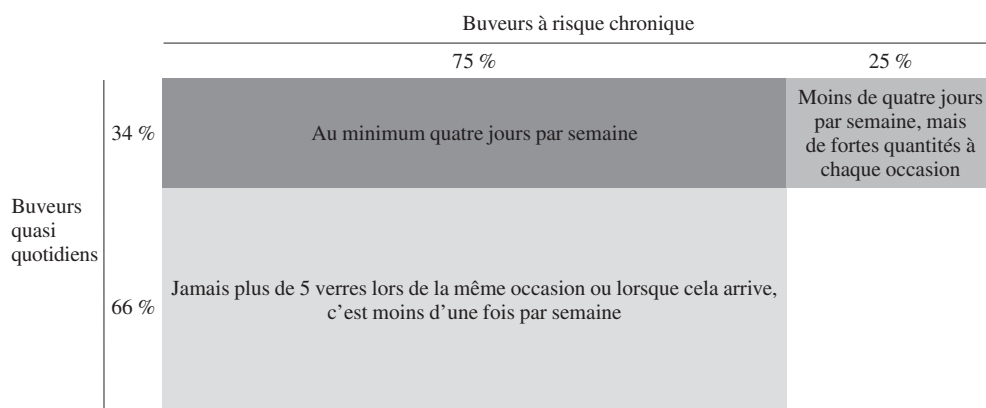
métiers se caractérisent en effet par une « culture virile » : plus risqués ou pénibles physiquement, ils sont davantage exercés par des hommes ; et la consommation d'alcool y est développée pour tenir ou supporter les risques, avec des constructions culturelles qui associent masculinité, risque ou pénibilité du travail et consommation d'alcool. Les salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics en fournissent une illustration.

Les profils de consommateurs diffèrent toutefois sur certaines dimensions, selon la définition de la consommation retenue. Ainsi, la part des buveurs à risque chronique est en proportion plus importante pour les célibataires (7,1 %), les personnes sans enfant (6,6 %) et celles qui ont vécu des problèmes de santé durant leur enfance (6,6 %). Les buveurs quasi quotidiens, en revanche, se trouvent aussi souvent parmi

les personnes en couple (11,2 %) que chez les célibataires (10,5 %), et moins souvent parmi les personnes sans enfant (9,5 %) ou qui ont eu des problèmes de santé durant leur enfance (8,2 %). 6,5 % des ouvriers se déclarent buveurs à risque chronique (5,2 % de l'ensemble des actifs), mais seulement 9,4 % boivent presque tous les jours (contre 11 %). Les cadres, quant à eux, sont en proportion plus nombreux parmi les buveurs quasi quotidiens (15 % contre 11 %), bien qu'ils soient aussi en proportion plus nombreux que l'ensemble des actifs parmi les buveurs à risque chronique (6,6 % contre 5,2 %).

Près de trois quarts des buveurs à risque chronique consomment de l'alcool au minimum quatre jours par semaine, c'est-à-dire quasi quotidiennement (schéma 1). Le quart restant boit de l'alcool moins de quatre jours par semaine, mais de fortes quantités à chaque occasion. Les buveurs à risque chronique ne représentent que 34 % de ceux qui consomment de l'alcool au minimum quatre jours par semaine. Les deux tiers restants consomment de l'alcool au minimum quatre jours par semaine, mais jamais plus de 5 verres lors de la même occasion ou, lorsque cela arrive, moins d'une fois par semaine.

SCHÉMA 1 – Articulation entre buveurs à risque chronique et buveurs quasi quotidiens



Champ : actifs occupés et inoccupés du secteur privé en 2006 ayant travaillé au moins une année durant leur carrière.

Source : enquête *Santé et itinéraire professionnel* 2006-2010, Dares-Drees.

Consommation d'alcool et non emploi

L'indicateur de situation d'emploi retenu distingue les personnes en emploi des actifs sans emploi, avec la définition précisée précédemment, qui vise à intégrer les chômeurs découragés. La part des personnes ainsi définies comme actives sans emploi est de 11,8 %.

Être actif sans emploi est lié positivement à la consommation d'alcool à risque, puisque 7,2 % des actifs sans emploi en 2010 sont « buveurs à risque », contre 4,9 % des personnes en emploi (tableau 2). De même, avoir été à la recherche d'un emploi

à un moment donné de la carrière a également un effet sur la consommation future des personnes. On compte en effet 7,4 % de consommateurs à risque chronique parmi les personnes dont la carrière a été marquée par le chômage (c'est-à-dire quand il correspond au minimum à un huitième de la carrière⁸), contre 4,7 % pour les autres.

En revanche, il n'y a pas de différence significative entre personnes en emploi et personnes sans emploi en matière de consommation quasi quotidienne (11,1 %, contre 10,3 %). Par ailleurs, les buveurs quasi quotidiens ont une carrière plus souvent marquée par l'absence de chômage (ils sont 11,2 %, contre 9,5 % parmi ceux ayant passé au moins un huitième de leur carrière au chômage).

Enfin, le taux de non-emploi est plus élevé pour les « buveurs à risque chronique » que pour l'ensemble de la population (16,5 %) (tableau 3), tandis que les consommateurs « quasi quotidiens » (au moins 4 jours par semaine), quant à eux, ne se distinguent pas de la moyenne selon cet indicateur.

TABEAU 2 – Part des personnes dites « buveuses » en 2010 selon le statut d'emploi et la durée de la carrière passée au chômage

En %

	Situation d'emploi en 2010		Durée de la carrière passée au chômage			Ensemble
	En emploi	Au chômage	Pas de chômage	12 % et plus	Moins de 12 %	
% de buveurs à risque chronique	4,9	7,2	4,7	7,4	5,6	5,2
% de consommateurs quasi quotidiens (au moins 4 jours par semaine)	11,1	10,3	11,2	9,5	11,5	11,0

Champ : actifs occupés et inoccupés du secteur privé en 2006 ayant travaillé au moins une année durant leur carrière.

Source : enquête *Santé et itinéraire professionnel* 2006-2010, Dares-Drees.

TABEAU 3 – Situation d'emploi selon l'Audit-C et le fait de consommer de l'alcool au moins quatre jours par semaine

En %

	Taux de chômage ou d'inactivité de moins de quatre ans
Non buveurs	20,2
Consommateurs sans risque	9,2
Consommateurs à risque ponctuel	9,6
Buveurs à risque chronique	16,5
Consommateurs quasi quotidiens (au moins quatre jours par semaine)	11,1
Ensemble	11,8

Champ : actifs occupés et inoccupés du secteur privé en 2006 ayant travaillé au moins une année durant leur carrière.

Source : enquête *Santé et itinéraire professionnel* 2006-2010, Dares-Drees.

8. Cette proportion correspond à la médiane du temps passé au chômage dans la carrière pour les personnes qui ont connu le chômage.

Méthodologie

Le recours au modèle bivarié

Le premier objectif de l'article est de contrôler l'endogénéité de la consommation d'alcool dans l'explication de la situation d'emploi par le recours à un modèle probit bivarié.

$$\begin{aligned}\text{Situ_2010}_i &= \alpha_1 + \text{Alc_2010}_i \delta + X_i \beta_1 + \varepsilon_{1i} \\ \text{Alc_2010}_i &= \alpha_2 + W_i \beta_2 + X_i \beta_3 + \varepsilon_{2i}\end{aligned}$$

Système d'équations dans lequel :

Situ_2010_i est la situation d'emploi en 2010,

Alc_2010_i est la consommation d'alcool en 2010,

W_i est l'instrument permettant d'identifier la consommation d'alcool en 2010,

X_i est un vecteur représentant des caractéristiques individuelles, du ménage et du dernier emploi exercé, supposées exogènes à la situation d'emploi et à la consommation d'alcool : le sexe, l'âge, les événements de famille ou violences subies durant l'enfance, les événements de santé durant l'enfance, l'état de santé psychologique et physique, le niveau de diplôme atteint, la catégorie socioprofessionnelle et le secteur d'activité du dernier emploi exercé, la part de la carrière passée au chômage et enfin, les dernières conditions de travail enregistrées.

β_1 , β_2 , β_3 et δ sont les paramètres inconnus que nous souhaitons estimer. ρ (ρ) est la corrélation entre ε_{1i} et ε_{2i} , ces deux paramètres étant supposés suivre une loi normale bivariée. Si ρ n'est pas significatif, le modèle probit univarié fournit un estimateur non biaisé de δ et est suffisant dans l'explication des liens entre l'emploi et la consommation d'alcool. Si, à l'inverse, la corrélation est significativement différente de 0, ignorer l'endogénéité de la variable mesurant la consommation d'alcool conduit à une estimation biaisée des paramètres. Une corrélation positive signifie que certaines caractéristiques inobservées augmentent les probabilités de consommation d'alcool mais aussi de chômage : l'estimation par un simple modèle probit surestime alors l'incidence de la consommation d'alcool sur le chômage. À l'inverse, une corrélation négative signifie que certaines caractéristiques inobservées agissent en sens opposé sur les probabilités de consommer de l'alcool et d'être au chômage et donc que l'estimation par un modèle probit univarié sous-estime donc l'incidence de la consommation d'alcool sur le chômage.

L'instrument identifiant la consommation d'alcool en 2010

W , variable instrumentale, doit expliquer la consommation d'alcool en 2010 sans expliquer la situation d'emploi en 2010 autrement qu'au travers de son effet sur la consommation d'alcool.

Le recours au modèle biprobit ne permet en soi de tester ni la validité ni l'exogénéité de l'instrument. Nous nous référons pour cela aux choix présents dans la littérature.

Les travaux existants utilisent des variables renvoyant à la transmission intergénérationnelle : Edvard JOHANSSON et ses co-auteurs (2007) utilisent le comportement de consommation d'alcool des parents ; Ziggy MAC DONALD et Michael SCHIELDS (2003) mobilisent également leur consommation de tabac, mais aussi certaines caractéristiques des relations entre parents et enfants, comme la violence des premiers à l'égard des seconds ; d'autres indicateurs tels que le recours à d'autres substances psychoactives comme le tabac ont aussi été utilisés (BARRETT, 2002 ; VAN OURS, 2004).

Dans la lignée de ces travaux, nous testons ici le recours précoce de la personne au tabac (fumeur à 18 ans) comme proxy d'un trait de personnalité poussant à des comportements à risque. La consommation de tabac, qui n'affecte ni les capacités cognitives ni la lucidité des personnes, est de fait beaucoup moins susceptible d'expliquer la perte d'emploi que la consommation d'alcool.

D'après *SIP*, les personnes qui fumaient à 18 ans consomment davantage d'alcool de manière chronique que celles qui ne fumaient pas à cet âge (8,6 %, contre 4,7 %). Elles sont aussi en proportion plus nombreuses à consommer de manière quasi quotidienne (17 % contre 11 %). Cette variable est donc un bon candidat pour être un instrument. De plus, les fumeurs précoces ne sont pas beaucoup plus souvent au chômage (13,2 % contre 11,8 %, différence non significative d'après une analyse toute chose égale par ailleurs), ce qui plaide en faveur de l'exogénéité de l'instrument (tableau 4).

TABLEAU 4 – Comportement de consommation et taux de chômage en fonction de l'instrument

		En %		
		Buveurs à risque chronique en 2010	Consommateurs quasi quotidiens en 2010	Au chômage en 2010
Fumeur à 18 ans	Non	4,7	10,2	11,6
	Oui	8,6	17,0	13,2
Ensemble		5,2	11,0	11,8

Champ : actifs occupés et inoccupés du secteur privé en 2006 ayant travaillé au moins une année durant leur carrière.

Source : enquête *Santé et itinéraire professionnel* 2006-2010, Dares-Drees.

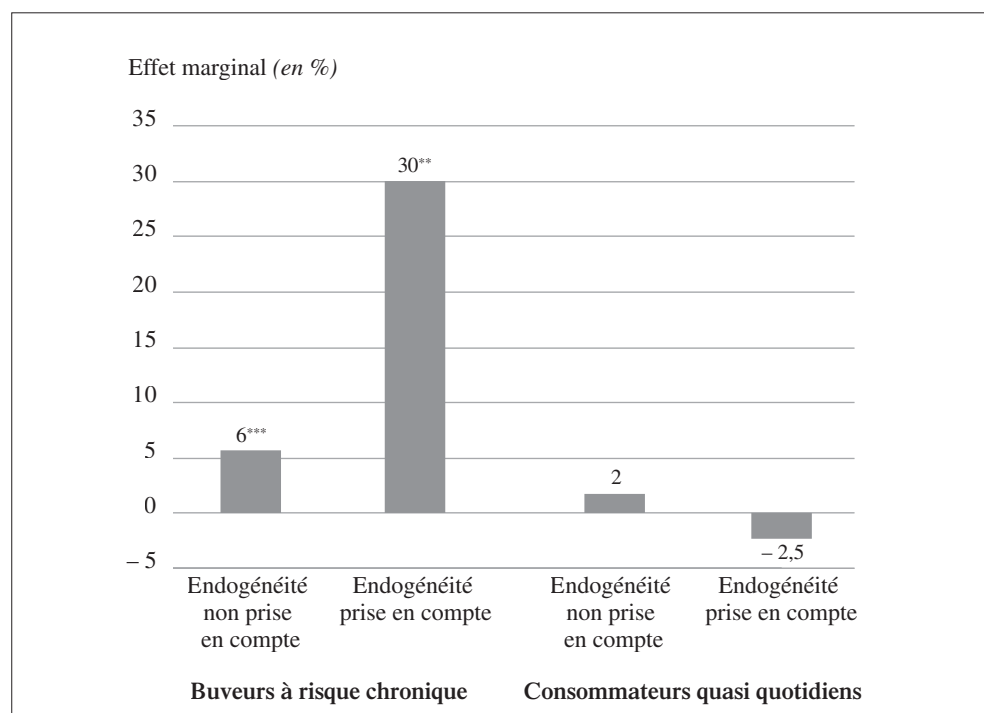
Résultats

Un risque de chômage fortement majoré pour les consommateurs à risque chronique

En prenant en compte l'endogénéité de la consommation d'alcool, être buveur à risque chronique en 2010 augmente de façon importante le risque de ne pas être en emploi, avec un coefficient significatif au seuil de 1 %. L'effet marginal de la consommation chronique d'alcool, c'est-à-dire l'écart de probabilité de ne pas être

en emploi selon qu'on est ou non consommateur chronique d'alcool, mesuré quand les autres variables explicatives du non-emploi prennent leur valeur moyenne, est de 30 % (graphique 1). Autrement dit, être buveur à risque chronique accroît de façon importante, et en moyenne de 30 %, la probabilité de ne pas être en emploi. Ce résultat est dans la fourchette supérieure de celui obtenu par Z. MAC DONALD et M. SHIELDS (2003) avec une méthodologie similaire (effets marginaux estimés dans une fourchette allant de 7 à 31 %).

GRAPHIQUE 1 – Résultats des modèles probit et biprobit de l'estimation de l'incidence de la consommation d'alcool sur le chômage



* $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Champ : actifs occupés et inoccupés du secteur privé en 2006 ayant travaillé au moins une année durant leur carrière.

Source : enquête Santé et itinéraire professionnel 2006-2010, Dares-Drees.

La corrélation des résidus est significativement négative (à un seuil de 4 %, voir l'annexe 1). Par ailleurs, l'impact de la consommation d'alcool sur le non-emploi est nettement plus important dans le modèle bivarié que dans le modèle probit simple, l'effet marginal passant de 6 % à 30 %. La consommation d'alcool en 2010 apparaît donc bien comme endogène à la situation d'emploi. En d'autres termes, il existe bien des facteurs inobservés qui agissent dans la relation entre l'emploi et la consommation d'alcool, que le modèle probit simple ne permet pas de prendre en compte.

Le signe négatif associé à la corrélation des résidus se retrouve dans la littérature dans l'article de Weiwei FENG et ses co-auteurs (2001), même si, pour ce résultat, la significativité n'est pas assurée. Il existe donc des caractéristiques inobservées des personnes qui favorisent la probabilité de consommation chronique d'alcool et limitent celle d'être au chômage. Il pourrait s'agir de traits de personnalité, comme le goût du risque. Les études existantes sur ces questions dégagent en effet des profils de personnalité favorisant les consommations à risque (LEJOYEUX, 2004). Parmi ces profils est évoquée par exemple la recherche de sensations par souci d'éviter la monotonie. Une faible aversion pour le risque pourrait par ailleurs favoriser la prise d'initiatives dans le travail et la réussite professionnelle. Cette interprétation demeure hypothétique en l'absence de validation par des travaux empiriques. Pour attester l'hypothèse d'un point de vue statistique, il conviendrait de prendre en compte l'aversion pour le risque dans le modèle. Cette information pourrait être collectée par le biais d'un questionnaire *ad hoc*, mais de telles questions ne sont pas proposées dans l'enquête *SIP*.

S'agissant à présent de la consommation quasi quotidienne d'alcool, le lien n'est pas significatif ni pour le modèle probit, ni pour le modèle biprobit. De plus, la corrélation des résidus n'est pas assurée au plan statistique, ce qui exclut l'hypothèse de caractéristiques inobservées influençant la relation entre ce type de consommation et la situation d'emploi. La consommation quasi quotidienne englobe une proportion importante de buveurs qui, s'ils consomment régulièrement, le font avec des quantités bien moindres que les consommateurs à risque chronique. Ce second mode de consommation ne constitue pas une limitation à la vie professionnelle, au contraire de la consommation à risque chronique.

Lorsqu'ils sont estimés sur les hommes seulement, les modèles fournissent des résultats tout à fait similaires, avec notamment un sens et une intensité de la corrélation identiques à celui rencontré au sein de l'ensemble de la population. On ne peut donc pas inférer un comportement statistiquement différent chez les femmes, mais il n'est pas possible d'en dire plus avec nos données.

Les différences observées quant aux effets sur le risque de chômage de la consommation à risque chronique et de la consommation quasi quotidienne sont cohérentes avec les statistiques descriptives, qui soulignaient que seule la consommation à risque était liée à la situation d'emploi. L'analyse soulignait par ailleurs le lien entre la catégorie socioprofessionnelle et la consommation d'alcool, les ouvriers étant davantage des buveurs à risque que des consommateurs quasi quotidiens. En contrôlant par les expositions aux contraintes professionnelles, la démarche empirique permet ici d'aller plus loin dans l'explication des liens entre catégorie socioprofessionnelle et consommation d'alcool.

ENCADRÉ 2

Les conditions de travail

Utiliser les déclarations sur les conditions de travail de 2010 nécessite de ne retenir que les personnes en emploi. Or, réduire le champ aux seuls actifs occupés peut introduire un biais de sélection. Il est possible, toutefois, d'inclure les personnes hors-emploi en utilisant les dernières conditions de travail déclarées en 2006 ou avant, les conditions de travail des emplois exercés entre 2006 et 2010 n'étant en effet pas renseignées. Pour les personnes au chômage en 2010 qui ont exercé un emploi entre 2006 et 2010, les conditions de travail retenues sont ainsi celles de 2006.

On retient une liste de 10 conditions de travail regroupées autour de 7 items. On considère qu'une personne est exposée si elle répond être « toujours » ou « souvent » exposée. En miroir, on considère qu'elle ne l'est pas si elle répond n'être « jamais » exposée ou seulement « parfois » :

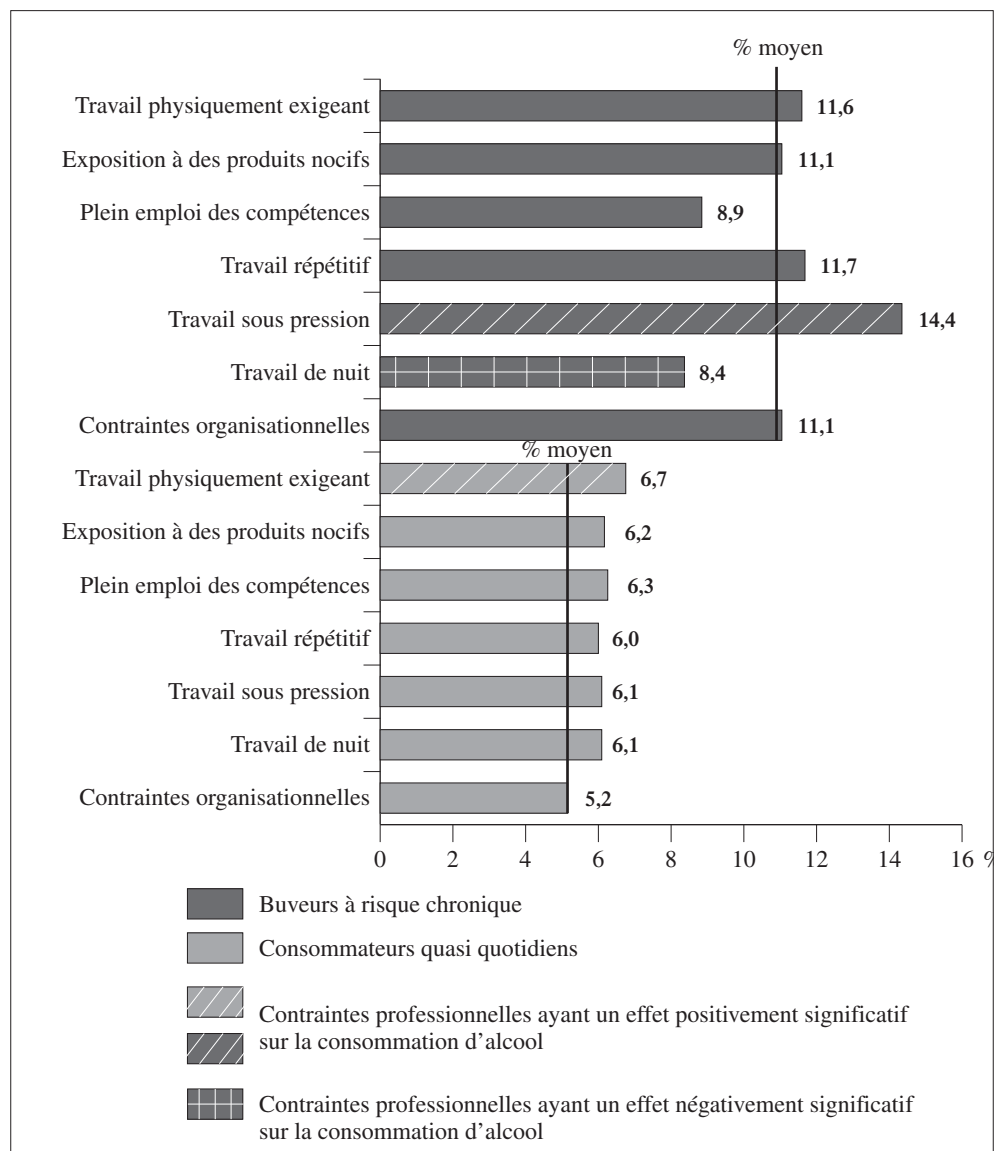
1. Le travail oblige à ne pas dormir entre minuit et 5 heures du matin.
2. Effectuer un travail répétitif sous contraintes de temps ou un travail à la chaîne.
3. Le travail est physiquement exigeant.
4. Être exposé à des produits (ou substances) nocifs ou toxiques : poussières, fumées, microbes, produits chimiques.
5. Pouvoir employer pleinement ses compétences.
6. Travailler sous pression.
7. Autres contraintes organisationnelles :
 - a. Vivre des tensions avec un public : usagers, élèves, patients, voyageurs, clients ;
 - b. Le travail de l'enquêté est reconnu à sa juste valeur ;
 - c. Avoir du mal à concilier son travail avec ses obligations familiales ;
 - d. Avoir de bonnes relations de travail avec ses collègues.

Les conditions de travail qui influencent les comportements de consommation d'alcool

Les conditions de travail physiquement contraignantes concernent davantage les ouvriers que les cadres ou autres cols blancs (RIVALIN, SANDRET, 2014). Or, d'après la première équation du modèle – celle qui estime la consommation d'alcool –, parmi l'ensemble des conditions de travail retenues (encadré 2), seules celles relatives aux pénibilités physiques semblent favoriser la consommation d'alcool à risque chronique (graphique 2). Nous retrouvons ainsi un effet mis en évidence dans la plupart des études de l'influence des conditions de travail sur la consommation d'alcool (voir, sur données françaises, LECLERC *et al.*, 1994). Il confirme ce qui se dégageait des données descriptives : près de 7 % des personnes qui déclarent de type de contrainte lors de leur dernier emploi sont buveurs à risque en 2010, contre 5,2 % en moyenne (graphique 2). D'ailleurs, en contrôlant par les expositions aux contraintes professionnelles, le coefficient associé aux ouvriers dans le modèle devient non significatif. C'est

donc davantage le fait de supporter des conditions de travail physiquement difficiles que le statut d'ouvrier qui caractérise les buveurs à risque chronique. Les autres conditions de travail, toutes choses égales par ailleurs, n'ont pas de lien significatif avec la consommation d'alcool à risque.

GRAPHIQUE 2 – Part des buveurs à risque et des consommateurs quasi quotidiens en 2010 parmi les exposés aux risques professionnels lors du dernier emploi, par type d'expositions



Champ : actifs occupés et inoccupés du secteur privé en 2006 ayant travaillé au moins une année durant leur carrière.

Source : enquête *Santé et itinéraire professionnel* 2006-2010, Dares-Drees.

Par ailleurs, déclarer « travailler sous pression » semble favoriser la consommation quasi quotidienne d'alcool. Ce type de consommation, en général plus modérée, permet-il de tenir face au stress au travail et de faciliter ainsi le maintien dans l'emploi ? Il n'est pas possible de l'affirmer au vu de la significativité peu assurée des liens entre consommation quasi quotidienne et emploi. C'est néanmoins une interprétation possible des résultats, que des travaux complémentaires permettront de préciser.

La prudence dont nous faisons preuve dans la présentation de ces résultats tient à la spécification statistique que nous avons retenue. L'estimation de la seconde équation du modèle – celle relative à la consommation d'alcool – met en évidence une corrélation positive entre des contraintes physiques liées à l'emploi et une consommation d'alcool régulière et/ou à risque. Des conditions de travail physiquement difficiles sont ainsi plus souvent associées à une consommation d'alcool à risque chronique sans que cela ne puisse traduire de façon certaine un lien de causalité. Cette association pourrait aussi mesurer l'influence de caractéristiques inobservées sur le choix de l'emploi et le fait de boire de l'alcool. Une faible aversion pour le risque, par exemple, pourrait inciter à accepter des emplois à fortes contraintes physiques, avec une relation ainsi endogène entre conditions de travail et consommation d'alcool. Or, dans notre cadre d'analyse, les conditions de travail sont considérées comme exogènes. Par ailleurs, outre l'hétérogénéité inobservée qui peut exister dans la relation entre les conditions de travail et la consommation d'alcool, un biais de causalité inverse peut aussi exister : les conditions de travail (comme la pression ou l'autonomie) peuvent dépendre de la consommation d'alcool des personnes, par exemple parce que la hiérarchie considère qu'un salarié ayant des problèmes d'alcool n'est pas en mesure de résister à certaines contraintes de son poste. Pour pouvoir tenir compte de tels effets, il faudrait estimer des équations simultanées prenant en compte l'endogénéité des conditions de travail, ce qui suppose de trouver des instruments rendant possible la spécification d'un tel modèle.

La seconde limite à l'interprétation des résultats sur les conditions de travail provient de ce que, afin de neutraliser le biais de sélection dû à l'exclusion des chômeurs, les conditions de travail observées lors du dernier emploi ont été affectées à chaque chômeur, en supposant que ces conditions de travail antérieures pouvaient affecter à la fois sa consommation d'alcool et sa situation vis-à-vis du chômage en 2010, au même titre que pour les individus en emploi. L'hypothèse est forte, mais les résultats qui en découlent, principalement ceux relatifs à l'incidence des contraintes physiques du travail, sont cohérents avec d'autres études où les chômeurs sont exclus de l'analyse.



Notre article a permis, sur la base de données françaises, de mettre en évidence le lien existant entre la consommation à risque chronique d'alcool et la situation vis-à-vis de l'emploi en 2010. Être buveur à risque chronique en 2010 augmente de façon importante le risque d'être au chômage, en particulier lorsqu'est contrôlée l'incidence des caractéristiques individuelles non mesurables agissant autant sur la consommation

d'alcool que sur la situation d'emploi. En revanche, aucune relation entre consommation quasi quotidienne d'alcool et situation d'emploi n'a pu être établie. Ces deux comportements alcooliques sont donc bien différents. Nos résultats sont cohérents avec ceux de la littérature. Ils décrivent toutefois des effets d'une ampleur particulièrement élevée : la probabilité de ne pas être en emploi pour les buveurs à risque chronique est environ de 30 % supérieure à celle des autres personnes.

Nous pouvons proposer une interprétation du sens de la causalité observée. Certaines caractéristiques non mesurées des personnes, par exemple des traits de caractère tels que le goût du risque, favoriseraient la consommation chronique d'alcool tout en limitant le risque de chômage en accompagnant la prise d'initiative au travail et la réussite professionnelle. Cette interprétation n'est qu'une hypothèse, qu'il serait intéressant de tester empiriquement. Elle constitue ainsi une base de réflexion pour de futurs travaux.

Notre second apport empirique a trait au contrôle des résultats par les conditions de travail, qui fournissent de premiers éléments de discussion. Si la consommation d'alcool à risque est plus fréquemment associée aux emplois physiquement difficiles, on peut s'interroger sur la relation de causalité existant entre consommation d'alcool à risque et pénibilité du travail. Des conditions de travail physiquement difficiles favorisent-elles les consommations d'alcool à risque et, par effet de ricochet, l'exclusion de l'emploi ? Il conviendra de creuser cette piste de recherche, mais les corrélations établies dans l'article le suggèrent d'ores et déjà. Elles invitent à renforcer la prévention des risques professionnels afin de limiter les comportements alcooliques les plus risqués.

BIBLIOGRAPHIE

- BACKHANS M.C., LUNDIN A., HEMMINGSSON T. (2012), “Binge Drinking—A Predictor for or a Consequence of Unemployment?”, *Alcoholism: Clinical and Experimental Research*, vol. 36, n° 11, pp. 1983-1990.
- BARRETT G. (2002), “The effect of Alcohol Consumption on Earnings”, *The Economic Record*, vol. 78, n° 1, pp. 79-96.
- BOBAK M., PIKHART H., KUBINOVA R., MALYUTINA S., PAJAK A., SEBAKOVA H., TOPOR-MADRY R., NIKITIN Y., CAAN W., MARMOT M. (2005), “The Association Between Psychosocial Characteristics at Work and Problem Drinking: A Cross-Sectional Study of Men in Three Eastern European Urban Populations”, *Occupational and Environmental Medicine*, vol. 62, pp. 546-550.
- COM-RUELLE L., DOURGNON P., JUSOT F., LATIL E., LENGAGNE P. (2006), *Identification et mesure des problèmes d'alcool en France, Une comparaison de deux enquêtes en population générale*, rapport n° 527, Irdes.
- COM-RUELLE L. (2008), « Les problèmes d'alcool en France : quelles sont les populations à risque ? », *Question d'économie de la Santé*, n° 129, Irdes.
- COM-RUELLE N., CELANT N. (2013), « Évolution de la prévalence des différents profils d'alcoolisation chez les adultes en France de 2002 à 2010 », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, n° 16-17-18, mai.
- DARGELOS B. (2008), *La Lutte antialcoolique en France depuis le XIX^e siècle*, Dalloz, Paris.
- DEJOURS C., GERNET I. (2012), *Psychopathologie du travail*, Paris, Elsevier Masson.
- FENG W., ZHOU W., BUTLER J.S., BOOTH B.M., FRENCH M.T. (2001), “The Impact of Problem Drinking on Employment”, *Health Economics*, vol. 10, pp. 509-521.
- GALLO, W.T., BRADLEY E.H., SIEGEL M., KASL V.S. (2001), “Health Effects of Involuntary Job Loss Among Older Workers: Findings from the Health and Retirement Survey”, *Journals of Gerontology Series B: Psychological Sciences and Social Sciences*, vol. 56B, n° 1, pp 1-9.
- GOLLAC M., BODIER M. (dir.) (2011), *Mesurer les facteurs psychosociaux de risque au travail pour les maîtriser*, Dares, ministère du Travail et de l'Emploi, avril.
- INSERM (2003), *Alcool : dommages sociaux, abus et dépendances*.
- JANLERT U., HAMMARSTRÖM A. (1992), “Alcohol Consumption among Unemployed Youths: Results from a Prospective Study”, *British Journal of Addiction*, vol. 87, n° 5, pp. 703-14.
- JOHANSSON E., ALHO H., KIISKINEN U., POIKOLAINEN K. (2007), “The Association of Alcohol Dependency with Employment Probability: Evidence from the Population Survey ‘Health 2000 in Finland’”, *Health Economics*, vol. 16, pp. 739-754.
- KARASEK R.A. (1979), “Job Demands, Job Decision Latitude, and Mental Strain: Implications for Job Redesign.” *Administrative Science Quarterly*, vol 24, pp.285-308.
- KHAN S., MURRAY R.P., BARNES G.E. (2002), “A Structural Equation Model of the Effect of Poverty and Unemployment on Alcohol Abuse”, *Addictive Behaviors*, vol. 27, n° 3, pp. 405-23.

- KOUVONEN A., KIVIMAKI M., COX S.J., POIKOLAINEN K., COX T., VAHTERA J. (2005), "Job Strain, Effort-Reward Imbalance, and Heavy Drinking: A study in 40,851 Employees", *Journal of Occupational and Environmental Medicine*, vol. 47, n° 5, pp 503-513.
- LECLERC A., ZINS M., BUGEL I., CHASTANG J.F., DAVID S., MORCET J.F., GOLDBERG M. (1994), « Consommation de boissons alcoolisées et situation professionnelle dans la Cohorte G.A.Z.E.L. (E.D.F.-G.D.F.) », *Archives des Maladies Professionnelles*, 1994, vol. 55, n° 7, pp. 509-517.
- LEJOYEUX M. (2004), « Alcoolodépendance, tempérament et personnalité », *Médecine/Sciences*, vol. 20, n° 12, pp. 1140-1144.
- MAC DONALD Z., SHIELDS M. (2003), "Does Problem Drinking Affect Employment? Evidence from England", *Health Economics*, vol. 13, pp. 139-155.
- MARCHAND A., DEMERS A., DURAND P., SIMARD M. (2003), "The Moderating Effect of Alcohol Intake on the Relationship Between Work Strains and Psychological Distress", *Journal of Studies on Alcohol*, vol. 64, n° 3, pp. 419-27.
- METTE C., DE RICCARDIS N., GONZALEZ L., COUTROT T. (2013), « Emploi, conditions de travail et santé des 30-50 ans : des trajectoires contrastées entre 2006 et 2010 », in *France, portrait social*, Insee.
- MOSSAKOWSKI K.N. (2008), "Is the Duration of Poverty and Unemployment a Risk Factor for Heavy Drinking?", *Social Science & Medicine*, vol. 67, n° 6, pp. 947-55.
- MULLAHY J., SINDELAR J.L. (1996), "Employment, Unemployment, and Problem Drinking", *Journal of Health Economics*, vol. 15, pp. 409-434.
- OECD (2011), *Alcohol, Work and Productivity, Scientific Opinion of the Science Group of the European Alcohol and Health Forum*.
- RIVALIN R., SANDRET N. (2014), « L'exposition des salariés aux facteurs de pénibilité dans le travail », *Dares analyses* n° 095, Dares.
- SIEGRIST J. (1996), "Adverse Health Effects of High Effort / Low Reward Conditions", *Journal of Occupational Health Psychology*, vol 1, pp. 27-41.
- TERZA J.V. (2002), "Alcohol Abuse and Employment: A Second Look", *Journal of Applied Econometrics*, vol. 17, pp. 393-404.
- VAN OURS J.C. (2004), "A Pint a Day Raises a Man's Pay; But Smoking Blows that Gain Away", *Journal of Health Economics*, vol. 23, pp. 863-886.
- ZINS M., CARLE F., BUGEL I., LECLERC A., DI ORIO F., GOLDBERG M. (1999), "Predictors of Change in Alcohol Consumption Among Frenchmen of the Gazel Study Cohort", *Addiction*, vol. 94, n° 3, pp. 385-395.

ANNEXE 1 – Estimation des effets de la consommation d'alcool sur le risque chômage, résultats des modèles probit et biprobit (valeur estimée)

	Ensemble				Hommes			
	Consommateurs à risque chronique		Consommateurs au moins quatre jours par semaine		Consommateurs à risque chronique		Consommateurs au moins quatre jours par semaine	
	Probit	BiProbit	Probit	BiProbit	Probit	BiProbit	Probit	BiProbit
Consommateurs à risque chronique / au moins quatre jours par semaine	0,32^{***}	1,14^{**}	0,12	-0,18	0,36^{**}	1,56^{***}	0,13	-0,54^{***}
Caractéristiques sociodémographiques								
Hommes	-0,17 ^{**}	-0,21 ^{***}	-0,16 ^{**}	-0,12				
Moins de 35 ans (référence « entre 35 et 49 ans »)	0,30 ^{***}	0,30 ^{***}	0,3 ^{***}	0,28 ^{***}	0,28 [*]	0,30 [*]	0,28 [*]	0,21
50 ans et plus (référence « entre 35 et 49 ans »)	0,32 ^{***}	0,31 ^{***}	0,32 ^{***}	0,33 ^{***}	0,45 ^{***}	0,42 ^{***}	0,46 ^{***}	0,49 ^{***}
Pas en couple en 2010	0,24 ^{***}	0,23 ^{***}	0,24 ^{***}	0,24 ^{***}	0,34 ^{***}	0,29 ^{**}	0,34 ^{***}	0,34 ^{***}
Pas d'enfant (référence « un ou deux enfants »)	-0,06	-0,07	-0,05	-0,05	0,01	0,01	0,03	0,01
Trois enfants et plus (référence « un ou deux enfants »)	0,14 [*]	0,15 [*]	0,14 [*]	0,14 [*]	0,11	0,12	0,10	0,08
Événements familiaux traumatisant ou de violence durant l'enfance	0,14 ^{**}	0,14 ^{**}	0,14 ^{**}	0,14 ^{**}	0,22 ^{**}	0,23 ^{**}	0,29 ^{**}	0,21 ^{**}
Événements de santé durant l'enfance	-0,18	-0,18 [*]	-0,17	-0,18 [*]	-0,24	-0,25	-0,23	-0,24
Problème de santé psychologique (souffrir d'épisodes dépressifs majeurs ou de troubles anxieux généralisés)	0,44 ^{***}	0,41 ^{***}	0,45 ^{***}	0,45 ^{***}	0,64 ^{***}	0,59 ^{***}	0,64 ^{***}	0,64 ^{***}
Problème de santé physique (souffrir de limitations d'activité dans les actes de la vie quotidienne)	0,45 ^{***}	0,44 ^{***}	0,45 ^{***}	0,45 ^{***}	0,42 ^{***}	0,39 ^{***}	0,42 ^{***}	0,43 ^{***}
Sans diplôme (référence « Certificat d'études primaires, Brevet des collèges, BEPC, CAP, BEP ou équivalent »)	0,19 [*]	0,19 [*]	0,19 [*]	0,19 [*]	0,21	0,19	0,20	0,18
Baccalauréat ou équivalent (référence « Certificat d'études primaires, Brevet des collèges, BEPC, CAP, BEP ou équivalent »)	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12	-0,19	-0,18	-0,19	-0,19
Diplôme de niveau BAC + 2 (référence « Certificat d'études primaires, Brevet des collèges, BEPC, CAP, BEP ou équivalent »)	-0,17	-0,16	-0,17	-0,17	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10
Diplôme de niveau supérieur à BAC + 2 (référence « Certificat d'études primaires, Brevet des collèges, BEPC, CAP, BEP ou équivalent »)	0,06	0,05	0,06	0,07	-0,28	-0,28	-0,28	-0,27
Agriculteur-Artisan-Commerçant (référence « profession intermédiaire »)	-0,21	-0,22	-0,21	-0,21	-0,44 [*]	-0,43 [*]	-0,43 [*]	-0,40 [*]
Caractéristiques de l'emploi ou de la trajectoire professionnelle								
Cadre (référence « profession intermédiaire »)	-0,085	-0,08	-0,07	-0,08	0,08	0,08	0,09	0,08
Employé (référence « profession intermédiaire »)	0,17 [*]	0,17 [*]	0,16 [*]	0,16	0,04	0,07	0,03	-0,02

	Ensemble				Hommes			
	Consommateurs à risque chronique		Consommateurs au moins quatre jours par semaine		Consommateurs à risque chronique		Consommateurs au moins quatre jours par semaine	
	Probit	BiProbit	Probit	BiProbit	Probit	BiProbit	Probit	BiProbit
Ouvrier (référence « profession intermédiaire »)	0,49 ^{***}	0,48 ^{***}	0,49 ^{***}	0,47 ^{***}	0,3 [*]	0,29 [*]	0,30 [*]	0,24
Secteur non renseigné (référence « secteur tertiaire »)	0,42	0,42	0,4	0,44	-0,35	-0,36	-0,36	-0,19
Agriculture-Élevage-Pêche (référence « secteur tertiaire »)	0,19	0,19	0,19	0,20	0,28	0,26	0,27	0,32
Industrie (référence « secteur tertiaire »)	0,03	0,03	0,02	0,02	-0,03	-0,03	-0,03	-0,04
Construction bâtiment TP (référence « secteur tertiaire »)	0,16	0,15	0,16	0,17	0,22	0,19	0,23	0,24 [*]
12 % de la carrière passé au chômage (référence « pas de chômage durant la carrière »)	1,06 ^{***}	1,02 ^{***}	1,07 ^{***}	1,06 ^{***}	1,34 ^{***}	1,24 ^{***}	1,36 ^{***}	1,30 ^{***}
Entre 1 % et 12 % de la carrière passé au chômage (référence « pas de chômage durant la carrière »)	0,63 ^{***}	0,61 ^{***}	0,63 ^{***}	0,62 ^{***}	0,83 ^{***}	0,78 ^{***}	0,84 ^{***}	0,8 ^{***}
Conditions de travail								
Travail de nuit	0,03	0,04	0,02	0,01	0,04	0,05	0,03	-0,01
Travail répétitif	-0,06	-0,06	-0,06	-0,05	-0,06	-0,06	-0,06	-0,04
Travail physiquement exigeant	-0,22 ^{***}	-0,23 ^{***}	-0,21 ^{***}	-0,21 ^{***}	-0,20 [*]	-0,23 [*]	-0,18	-0,18
Exposition à des produits nocifs	-0,19 ^{**}	-0,19 ^{**}	-0,19 [*]	-0,19 [*]	-0,16	-0,15	-0,16	-0,16
Travaille sous pression	-0,02	-0,03	-0,02	-0,02	-0,13	-0,13	-0,12	-0,09
Plein emploi des compétences	0,05	0,04	0,06	0,05	-0,01	-0,03	0,01	-0,02
Contraintes organisationnelles	-0,33 ^{***}	-0,32 ^{***}	-0,33 ^{***}	-0,34 ^{***}	-0,27 ^{**}	-0,25 ^{**}	-0,27 ^{**}	-0,27 ^{**}
Constante	-1,80 ^{***}	-1,79 ^{***}	-1,81 ^{***}	-1,78 ^{***}	-2,09 ^{***}	-2,08 ^{***}	-2,09 ^{***}	-1,88 ^{***}
Rho	-0,38 [*]		0,16		-0,57 ^{***}		0,39	
Pr > t de Rho	0,040		0,58		0,01		0,19	
N	5277		5277		2526		2526	

* $p < 0,05$, ** $p < 0,01$, *** $p < 0,001$

Champ : actifs occupés et inoccupés du secteur privé en 2006 ayant travaillé au moins une année durant leur carrière.

Source : enquête Santé et itinéraire professionnel 2006-2010, Dares-Drees.

ANNEXE 2 – Estimation de l'incidence de l'instrument sur la consommation d'alcool, première partie des modèles bivariés (valeur estimée)

	Ensemble		Hommes	
	Consommateurs à risque chronique	Consommateurs au moins quatre jours par semaine	Consommateurs à risque chronique	Consommateurs au moins quatre jours par semaine
Fumeur en 2010	0,24 ^{**}	0,24 ^{***}	0,30 ^{**}	0,21 [*]
Hommes	0,59 ^{***}	0,67 ^{***}		
Moins de 35 ans (référence « entre 35 et 49 ans »)	– 0,15	– 0,36 ^{***}	– 0,17	– 0,36 ^{***}
50 ans et plus (référence « entre 35 et 49 ans »)	0,08	0,21 ^{***}	0,12	0,26 ^{***}
Pas en couple en 2010	0,14 [*]	0,05	0,17	0,06
Pas d'enfant (référence « un ou deux enfants »)	0,13	– 0,01	0,09	– 0,06
Trois enfants et plus (référence « un ou deux enfants »)	– 0,05	– 0,12	– 0,03	– 0,09
Évènements familiaux traumatisant ou de violence durant l'enfance	0,01	0,03	– 0,04	0,01
Évènements de santé durant l'enfance	0,07	– 0,17	0,19	– 0,08
Problème de santé psychologique (souffrir d'épisodes dépressifs majeurs ou de troubles anxieux généralisés)	0,23 [*]	0,14	0,02	0,13
Problème de santé physique (souffrir de limitations d'activité dans les actes de la vie quotidienne)	0,04	0,10	0,07	0,16
Sans diplôme (référence « Certificat d'études primaires, Brevet des collèges, BEPC, CAP, BEP ou équivalent »)	0,08	– 0,04	– 0,01	– 0,08
Baccalauréat ou équivalent (référence « Certificat d'études primaires, Brevet des collèges, BEPC, CAP, BEP ou équivalent »)	0,01	– 0,01	– 0,08	– 0,05
Diplôme de niveau BAC + 2 (référence « Certificat d'études primaires, Brevet des collèges, BEPC, CAP, BEP ou équivalent »)	– 0,04	– 0,04	0,02	0,01
Diplôme de niveau supérieur à BAC + 2 (référence « Certificat d'études primaires, Brevet des collèges, BEPC, CAP, BEP ou équivalent »)	0,07	0,14	0,02	0,01
Agriculteur-Artisan-Commerçant (référence « profession intermédiaire »)	0,06	0,02	0,03	0,03
Cadre (référence « profession intermédiaire »)	0,07	– 0,08	0,05	– 0,06
Employé (référence « profession intermédiaire »)	– 0,10	– 0,15	– 0,26	– 0,20
Ouvrier (référence « profession intermédiaire »)	– 0,07	– 0,28 ^{***}	– 0,06	– 0,26 ^{**}
Secteur non renseigné (référence « secteur tertiaire »)	– 0,25	0,65 ^{**}	0,06	0,73 [*]

	Ensemble		Hommes	
	Consommateurs à risque chronique	Consommateurs au moins quatre jours par semaine	Consommateurs à risque chronique	Consommateurs au moins quatre jours par semaine
Agriculture-Élevage-Pêche (référence « secteur tertiaire »)	- 0,04	0,22*	0,03	0,28*
Industrie (référence « secteur tertiaire »)	- 0,11	- 0,03	- 0,04	- 0,04
Construction bâtiment TP (référence « secteur tertiaire »)	0,08	0,14	0,14	0,13
12 % de la carrière passé au chômage (référence « pas de chômage durant la carrière »)	0,25**	0,03	0,24*	- 0,02
Entre 1 % et 12 % de la carrière passé au chômage (référence « pas de chômage durant la carrière »)	0,08	- 0,04	0,12	- 0,04
Conditions de travail				
Travail de nuit	- 0,12	- 0,23*	- 0,04	- 0,25*
Travail répétitif	0,03	0,09	0,01	0,11
Travail physiquement exigeant	0,16*	- 0,01	0,19*	- 0,04
Exposition à des produits nocifs	0,04	- 0,03	- 0,02	- 0,04
Travaille sous pression	0,03	0,15**	0,03	0,18**
Plein emploi des compétences	0,11	- 0,07	0,16	- 0,13
Contraintes organisationnelles	- 0,05	- 0,05	- 0,03	- 0,09
Constante	- 2,18***	- 1,60***	- 1,61***	- 0,91***

* $p < 0,05$, ** $p < 0,01$, *** $p < 0,001$

Champ : actifs occupés et inoccupés du secteur privé en 2006 ayant travaillé au moins une année durant leur carrière.

Source : enquête *Santé et itinéraire professionnel* 2006-2010, Dares-Drees.